

qu'il nous faudrait créer un tarif différentiel. La réponse fut : Alors, comment allons-nous percevoir un revenu ? Nous serions heureux de négocier un traité, si possible ; mais avec un tel traité, où prendrions-nous un revenu ? Vous comprendrez, M. Blaine, que cela nous serait impossible. Voilà comment j'ai compris la déclaration du ministre des finances, et comment elle devait être comprise. J'avouerai franchement que l'impossibilité d'un traité de réciprocité me désappointe. Je crois qu'un traité de réciprocité, sur une base raisonnable, serait avantageux au pays. Ça été là mon opinion, ça l'est encore, et je suis prêt à faire mon possible pour atteindre ce but. Mes électeurs sont de cette opinion et je suis d'accord avec eux sous ce rapport. Cependant, je suis convaincu d'une chose : c'est que mes électeurs approuveront le gouvernement dans son refus de négocier un traité à de semblables conditions, les seules conditions possibles, de l'avis de M. Blaine. Je suis convaincu qu'ils ne consentiront pas à un traité comportant un tarif différentiel contre l'Angleterre.

Je ne dis pas que ce soit là la seule objection ; j'en ai plusieurs autres. Je suis fortement opposé à ce que les fabricants américains fassent concurrence aux nôtres. Je crois que cela serait très désavantageux. On me dira : pourquoi ne pouvons-nous pas soutenir la concurrence ? Nous le pourrions, si nous avions des fabriques sur le même pied. Les Américains ont de grandes fabriques capables d'approvisionner un grand marché ; nos fabriques ne peuvent approvisionner qu'un petit marché. Avant que nous ayons pu atteindre la valeur des fabriques américaines, plusieurs de nos industries seront ruinées.

Voilà ce que je pense de la réciprocité absolue et je ne pourrais pas voter pour cette mesure. Cependant, j'aimerais la réciprocité dans un sens limité, un traité comme nous en avons un auparavant, peut-être avec certaines choses en plus ; mais pas de réciprocité absolue, car ça ne serait pas avantageux au pays, même abstraction faite du tarif différentiel contre les autres pays. Néanmoins, bien que nous n'ayons pu obtenir un traité de réciprocité avantageux à ce pays, il ne faut pas perdre l'espoir qu'un jour les Etats-Unis comprendront qu'il est de leur intérêt d'avoir un semblable traité. Je sais que c'est un mauvais temps pour faire un traité. Le peuple américain se prépare pour une élection présidentielle, une grande lutte va s'engager, et je ne pense pas que nous puissions espérer recevoir, dans le moment, toute la considération que demande un tel projet. J'espère, cependant, qu'avant longtemps, les Etats-Unis comprendront qu'un semblable traité ne serait pas seulement avantageux au Canada, mais à la république elle-même.

Quelle attitude devons-nous prendre à l'égard des Etats-Unis d'Amérique ? M. l'Orateur, je ne sympathise pas avec ceux qui parlent de ce pays dans des termes désobligeants. Je ne sympathise pas avec qui que ce soit qui s'efforcerait de créer ou d'aggraver dans ce pays des sentiments hostiles. Nous habitons le même continent ; nous devons vivre en paix ; nous devons être amis. Mettons-y du nôtre pour rester amis. Quelquefois même, endurés de ce peuple certaines choses que nous ne croyons pas absolument bonnes. Les Etats-Unis ont parfois une tâche difficile à remplir, tout comme cela nous arrive des fois. Il leur faut plaire à une grande population hétérogène, et je suis convaincu

M. CRAIG.

que dans certaines circonstances, les politiques font des choses qu'ils n'approuvent pas eux-mêmes et que la meilleure partie du peuple américain n'approuve pas non plus. Je dis donc que je suis en faveur d'une attitude amicale envers les Etats-Unis ; mais en même temps, je veux que nous soyons dignes. Le Canada a des droits, et il doit les défendre, et cela peut être fait sans affecter en aucune manière le sentiment d'amitié. Si nous prenons cette attitude ; si nous sommes fermes, mais amis, amis, mais fermes, je crois que non seulement nous inspirerons de l'amitié, mais du respect.

M. l'Orateur, la véritable politique de ce pays, je crois, c'est ce que nous appelons la politique nationale, la protection de nos fabriques, mais non une protection excessive. Je ne suis pas en faveur d'une protection excessive. J'approuve une protection qui encourage suffisamment nos fabriques, mais, d'un autre côté, je sais parfaitement qu'il y a un grand nombre d'articles qui ne peuvent être fabriqués dans le pays. Je conseillerais d'accorder à nos fabriques toute la protection nécessaire et, en même temps, diminuer autant que possible le fardeau qui pèse sur le peuple. Pour cela, nous devons pratiquer l'économie. J'ai entendu avec plaisir le ministre des finances déclarer que c'était là le désir du gouvernement. Tous les membres de cette chambre devraient aider le gouvernement à mettre en pratique cette détermination. Nous devrions l'aider en nous abstenant de demander avec instance des choses que les finances du pays ne permettent pas d'accorder. Je suis en faveur de l'économie, mais, en même temps, nous devons exécuter les travaux publics du pays. Ces travaux, cependant, doivent être exécutés dans un esprit d'économie. Avec une politique de ce genre : protection à nos fabriques, tarif aussi peu élevé que possible sur les articles qui ne peuvent être fabriqués ici, diminution du fardeau qui pèse sur le peuple et économie dans la dépense de l'argent public, je suis certain que le peuple approuvera le gouvernement qui en sera l'auteur.

M. l'Orateur, j'ai confiance dans l'avenir du pays. Je me réjouis des espérances que nous a données le discours du ministre des finances. Je ne vois aucune raison de désespérer. Je veux que nous parlions en termes flatteurs du pays. Je regrette que l'honorable député de Brant-sud (M. Paterson) ne soit pas ici, car j'approuve sincèrement les bonnes paroles qu'il a dites l'autre soir en faveur du Canada. Si de semblables paroles étaient dites plus fréquemment, elles feraient honneur à leur auteur tout autant qu'au pays. Je me réjouis d'appartenir au parti de l'espérance, au parti qui croit à l'avenir de ce pays, et j'espère que nos amis de la gauche, après le résultat des dernières élections, abandonneront enfin leur politique de désespoir ; qu'ils abandonneront leur cri à la "ruine noire" que nous avons si souvent entendu avec regret. S'ils veulent renoncer à cela et adopter une politique d'espérance, ils auront plus de chance de regagner la confiance du peuple, qu'en suivant la politique qu'ils ont suivie si longtemps.

M. MACDONALD (Huron) : Je désire réclamer l'attention de la chambre pour discuter quelques instances cette question. Le débat sur le budget embrasse un si grand nombre de sujets, qu'il est réellement difficile de discerner la meilleure ligne de discussion à adopter. Cependant, l'autre jour, le ministre des finances a porté certaines accusations.